

SUPPOSÉ FONDS DE SECOURS COVID-19 AU BÉNIN : C'est faux!

Pour atténuer les répercussions socio-économiques issues des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19, les différents gouvernements des pays du monde mettent en place des mesures d'aides financières et bien d'autres. Ainsi, ils se servent du meilleur raccourci de nos jours à savoir le numérique pour l'inscription des différentes catégories de personnes concernées.

Journal

Investigation, Vérification, Information

SANT ENVIRONNEMENT

1er Bi-médias panafricain, indépendant, spécialisé en Santé et Environnement

En ligne <https://www.journalsantenvironnement.africa>, Tel: +229 97 04 40 53, Email: journalsantenvironnement@gmail.com

N° RCCM: RB/ABY/21 A9524 du 26/02/2021, N° IFU: 0202112472319, Lot: C/SB. Hézonho, Bohicon, Bénin

Vérification    Fact-checking

INFOS

OU

INTOX !?



[@JournalSantEnvironnement](#)

Au Bénin, le processus qui concernait les micros et petites entreprises a été lancé pour une deuxième fois le 26 Août 2021 et s'est achevé le 16 septembre 2021.

Mais, force est de constater que, depuis quelques jours les internautes d'ici et d'ailleurs font face à une demande suspecte à postuler pour un « FONDS DE SECOURS COVID-19 ».



Ce message en vogue sur les réseaux sociaux, WhatsApp, Télégramme et Facebook fait état de ce qu'un gouvernement fédéral serait le fournisseur dudit fonds.

De même, ce message incertain qui est partagé à longueur de journée au vu et au su de tous, en privé comme en groupe, invite les internautes à se dépêcher pour ne pas manquer la dite opportunité. C'est totalement faux.

D'abord en ce qui concerne le Bénin, il ne dispose pas d'un gouvernement fédéral.

Ensuite, pour ce que le gouvernement béninois faisait habituellement, les inscriptions se passaient à travers un lien d'un site officiel et sécurisé. Alors qu'au regard du prétendu lien, le protocole de transmission (http) permettant à l'utilisateur d'accéder à la dite page web, expose les

internautes à une soustraction de leurs données personnelles qui seront sûrement utilisées à des fins tendancieuses et compromettantes.

Enfin, dans le domaine du numérique conseillent les spécialistes, le protocole https est plus avancé et plus sécurisé que le http, jugé moins sécurisé. C'est alors une désinformation prétexté de la Covid-19.

Cette vérification tient lieu de prudence en ces temps d'augmentation des cas de contamination due à la variante OMICRON de la Covid-19 qui peut s'avérer moins fatale que la désinformation à son sujet.

***Vous êtes devant une information douteuse dans le domaine de la santé et de l'environnement. Vous ne savez pas quoi faire ?
Ecrivez nous rapidement par Whatsapp au +229 97 04 40 53 et passons à la vérification immédiate pour vous.***

**#Fact_checking #AideCovid-19Bénin #Intox
#JournalSantEnvironnement**

Megan Valère SOSSOU

Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN)



Le Bénin a soumis sa contribution déterminée au niveau national (CDN) au [UN Climate Change](#).

Le [Bénin](#) prévoit de réduire ses émissions cumulées de gaz à effet de serre de 20,15% sur la période 2021-2030.

Consultez l'intégralité de la [#CDN](#) mise à jour ici : https://lnkd.in/eKVbE_T5

La CDN révisée du Bénin prend en compte plusieurs nouveaux secteurs.

□ Pour l' [#atténuation](#), elle inclut des mesures dans le secteur des déchets,

□ Pour l' [#adaptation](#), le Bénin a intégré pour la première fois des objectifs sur la santé et le tourisme.

☞ Plus d'informations sur la mise à jour de la CDN en [#Afrique](#) de l'Ouest prochainement ! Restez connectés !

[#climatechange](#) [#COP26](#) [#NDCs](#)

Transport Durable au Bénin : la ville de Cotonou, un bon élève ?

Alors que presque toutes les principales villes du monde adoptent des modes transport durable avec à la clé de probants résultats, la capitale économique du Bénin peine à relever ce défi. A Cotonou, la majeure partie du transport routier est assurée par les légendaires « Zémidjan » et les fameux Taxi, « Tôkpa-Tôkpa ». Ils sont devenus tout aussi populaires et garantissent à presque toute la population la mobilité, malgré les risques liés à la pollution.

Samedi 25 septembre 2021. Il est 12 heures 15 minutes au bouillant carrefour Vêdoko. À cet endroit, l'atmosphère se caractérise par d'épaisses fumées opaques et nauséabondes qui s'échappent des vrombissements des Taxis-motos, majoritaires et remarquables sur toutes les voies avec leur uniforme jaune.



Le phénomène est lié à une utilisation des motos à deux roues notamment les taxis motos appelés « Zémidjan » dont le nombre atteint des centaines de milliers pour servir de mobilité à la population. Pourtant, ce mode de transport apparu dans les années 1980-1990 est caduc et déconseillé pour atteindre l'objectif 11 du développement durable qui voudrait des villes et communautés durables.

Un mode de transport pollueur

À en croire les scientifiques, le monoxyde de carbone (CO) et le dioxyde d'azote (NO₂) donnent des taux dépassant souvent le seuil retenu par la réglementation Béninoise. Pour preuve, le carrefour du grand marché Tokpa de Cotonou présenterait les plus forts taux mesurés avec un maximum de 214,7 mg/m³ de CO. En dehors des risques élevés de pathologies respiratoires, oculaires et oto-rhino-laryngologiques sur la santé humaine, c'est aussi le cadre de vie urbain qui est pollué.

Les environnementalistes béninois et autres grands défenseurs de la couche d'ozone ont d'ailleurs dénoncé, à maintes

reprises, une pollution atmosphérique à des proportions inimaginables et proposent d'aller vers des moyens de transport verts.

Bien perceptible, la moto la plus utilisée de nos jours est celle de la marque «BAJAJ®». Selon sieur Anatole AGO, la quarantaine, c'est faute d'emploi ajouté au besoin de mobilité dans la ville que les Zemidjan affluent.



Avec plus de 15 ans d'ancienneté dans le Job de Zémidjan, sieur Anatole est conscient de l'impact de son job sur sa santé et dans son cadre de vie. Il tente impuissamment de justifier le fait. « Cette moto offre un meilleur confort et pollue moins ».

En réalité, ce mode de transport répandu dans la capitale économique du Bénin n'est nullement le meilleur en termes de transport durable, dénoncent les environnementalistes. Car justifient-ils, ce moyen de transport utilise de l'énergie issue de la combustion fossile et donc contribue à l'émission des polluants gazeux nocifs à l'environnement et à la santé.

Des alternatives qui peinent à renverser la tendance

Cependant, des alternatives émergent pour pallier le problème depuis quelques mois. Renald BALLO est un jeune entrepreneur de la diaspora béninoise. Il est l'auteur d'une plateforme numérique de covoiturage, dénommé R-Mobility. Une plateforme dotée d'une application de mobilité partagée permettant de trouver des occasions en or de se déplacer en commun à moindre coût et de réduire son empreinte carbone.

Comme les jeunes innovateurs, le gouvernement béninois entreprend également des démarches comme le projet « Bénin

Taxi » et le partenariat en cours avec le suède dans le domaine du transport de masse à travers des bus et autres moyens de transport public utilisant le biocarburant.

Il est vrai que d'après les données officielles du ministère du cadre de vie et du développement durable, il est émis chaque jour près de 83 tonnes de monoxyde de carbone dans le pays, dont 49 tonnes par les motos-taxis, mais est-ce que les citoyens sont prêts à bousculer leurs habitudes de mobilité. Bien malin qui pourra répondre à cette interrogation. Il est donc à déduire que Cotonou est l'un des mauvais élèves en termes de transport durable en Afrique.

Toujours est-il que le développement durable tant souhaité, ne saurait être une réalité que si le transport routier béninois ne présente des caractéristiques protectrices de l'environnement et de la santé humaine.

Megan Valère SOSSOU

Speak Up Africa et ses partenaires échangent pour mieux combattre les Maladies Tropicales Négligées et le paludisme

Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Fille édition 2021, l'organisation internationale Speak Up Africa a organisé en collaboration avec le musée de la Femme Béninoise et l'Association des Volontaires Itinérants Actifs pour le Mieux Etre des populations (ASBL VIA-ME), un

panel de discussion de haut niveau à l'Espace IFEDU à Cotonou.



Panel de discussion

Réunis autour du thème "Combattre conjointement les maladies tropicales négligées et le paludisme pour favoriser l'égalité de genre", les spécialistes et acteurs engagés dans cette lutte ont tenus un échange de haut niveau pour mieux combattre ces maladies.

Wuldath MAMA du Musée de la Femme Béninoise et modératrice de la circonstance, a ouvert le bal des échanges par l'actualité sur le vaccin contre le paludisme homologué par l'Organisation Mondiale de la Santé. A sa prise de parole, Anicet ADJEIN, Economiste de Santé et Chef service des interventions communautaires et de la communication au programme national de lutte contre le paludisme (IBCPP-PNLP) s'est réjoui en ces mots : « *C'est d'abord une victoire, une effectivité pour prévenir le paludisme en Afrique après des années d'efforts* ».

Des efforts consentis par les spécialistes et les acteurs à divers niveaux engagés pour le mieux être de la population. C'est le cas du médecin spécialiste en Chirurgie Plastique et Réparatrice, Dr Odry AGBESSI qui s'est engagé pour la même cause à travers l'Association des Volontaires Itinérants Actifs pour le Mieux Etre des populations (ASBL VIA-ME) qu'elle préside. Car, justifie-elle en tant que femme et citoyenne, le mieux être de la population se trouve entaché

par le fléau des Maladies Tropicales Négligées et le Paludisme qui ne favorise donc pas l'épanouissement de la fille ni de la femme dans la société.

Fille et femme, vulnérables aux maladies tropicales négligées et au paludisme

Les enfants, les filles et les femmes constituent la couche la plus vulnérable au paludisme et aux Maladies Tropicales Négligées. Anicet ADJEIN est Economiste de Santé et représentant le Programme National de Lutte contre le Paludisme (IBCPP-PNLP) à ce panel de discussion. Il a, dans sa prise de parole, rappelé les dispositions de la constitution du Bénin qui garantissent à chaque béninois le droit à la santé.

A l'en croire, la vulnérabilité de la femme est perçue en particulier, au regard des effets du paludisme sur les femmes enceintes qui présentent des formes graves. A ce titre, poursuit-il, il a été pris un traitement préventif et intermittent pour corriger cette inégalité.

A sa suite et dans un langage explicite sur la situation des Maladies Tropicales Négligées au Bénin, Dr Wilfrid BATCHO, Coordonnateur National du programme national de lutte contre les maladies transmissibles a fait distinguer les deux groupes de ces maladies, constitués de l'onchocercose, de la bilharziose, de la lèpre, de la trypanosomiase africaine, de l'ulcère de buruli, des vers de guinée, de l'envenimation par les morsures de serpents etc.

Pour ce spécialiste avertit du secteur de la santé, ces deux groupes de maladies dont l'endémicité est connue et les stratégies de lutte élaborées et exécutées, affectent le plus souvent les personnes vivant dans des conditions de pauvreté extrême.

Il s'en va, à l'appui de quelques chiffres, énoncer le taux d'endémicité de certaines d'entre elles à savoir : l'onchocercose, endémique dans 51 communes sur les 77, le

trachome dans 26 communes, surtout dans les quatre départements du Nord Bénin et la bilharziose 76 communes sur les 77 que compte le Bénin.

Une chose est sûre, les acteurs présents à ce panel de discussion sont unanimes. Les maladies tropicales sont vraiment négligées et moins connues des populations. C'est pourquoi, en se basant sur les trois rôles des médias, la Présidente de l'Union des Professionnels des Médias du Bénin (UPMB), Zakiath LATOUNDJI, trouve qu'il faut d'avantage des passerelles et des renforcements de capacité à l'endroit des acteurs des médias afin que sans les communautés soient mieux informées en particulier les jeunes filles et les femmes.

Associer les médias, les filles et les femmes pour une lutte efficace

Elle n'a pas manqué de rappeler que les médias sont mieux organisés pour aborder les thématiques liées à la santé. « *Il y a certes un besoin d'information à compléter en matière des Maladies Tropicales Négligées parce que autant la population n'a pas toutes les informations nécessaires, autant les médias aussi n'ont pas l'information* », fait-elle savoir.

Dans le même sens, renchérit, Dr Odry AGBESSI, pour lutter efficacement contre les Maladies Tropicales Négligées et le paludisme, il est indispensable d'associer les jeunes filles et les femmes. Car, approuve-elle, elles sont au cœur du dynamisme économique des sociétés africaines.

Selon les données, l'impact direct de la manifestation des maladies tropicales négligées et du paludisme sur les femmes est de 1,3% du PIB. Pour Eunice LOISEL, Directrice de la banque commerciale, Ecobank Bénin, partenaire de Speak Up Africa sur le projet Zéro Palu les Entreprises s'engagent, les conséquences de ces maladies sur les femmes actives sont d'autant plus diverses.

Elle a, pour sa part, pointé du doigt la baisse du rendement et de la productivité économique de la femme engendrée par son absentéisme au travail et les effets de perturbation

psychologique, qu'elle soit dans un foyer monoparental ou polygamique, déplore-t-elle.

Du coup, la femme au dépend de son activité rémunératrice de revenu est la première à apporté les premiers soins tout en étant moins productive, souligne Eunice LOISEL, avant de préciser que tous ces facteurs pèsent dans la balance de la lutte pour l'égalité genre. Des réalités qui portent un coup aux efforts pour l'émancipation et l'autonomisation de la jeune fille et de la femme africaine.

C'est au regard de ces entraves aux jeunes filles et femmes que l'Association des Volontaires Itinérants Actifs pour le Mieux Etre des populations (ASBL VIA-ME) du Dr Odry AGBESSI, œuvre activement pour le renforcement des capacités des jeunes filles et des femmes ainsi que l'autonomisation financière des jeunes filles déscolarisées.

Maintenir le cap de la mobilisation contre les maladies tropicales négligées et le paludisme

Au terme de ce panel de discussion de haut niveau, modératrice et panélistes, de part leurs riches contributions devant un parterre de jeunes citoyens hommes et femmes de la société civile, des médias et des programmes de développement, espèrent avec certitude que le message sera relayé aux différentes communautés à la base.

Il faut noter que cette initiative de Speak Up Africa, organisation internationale, spécialisée dans la santé publique en particulier, le paludisme, les Maladies Tropicales Négligées, la vaccination, l'assainissement amélioré, le genre etc., en collaboration avec le Musée de la Femme Béninoise et l'Association des Volontaires Itinérants Actifs pour le Mieux Etre des populations (ASBL VIA-ME), vient en soutien aux efforts du gouvernement dans sa lutte contre le paludisme et les Maladies Tropicales Négligées.



Franz OKEY, Coordonnateur Speak Up Africa au Bénin
Franz OKEY, Coordonnateur pays de Speak Up Africa, se réjouit que les objectifs fixés à travers l'organisation du panel de discussion soient atteints. Il affirme « *Il faut que nous puissions d'avantage faire porté le message auprès des communautés. Cet évènement montre combien, nous sommes disposés à soutenir les efforts du gouvernement du Bénin afin que nous puissions progresser d'ici 2030 à l'élimination du paludisme et des maladies tropicales négligées* ». Face aux gaps financiers qui subsistent au sein des programmes de lutte, il faut mobiliser les ressources domestiques en amenant les entreprises à la culture de la responsabilité sociétale des entreprises.

Rappelons que cette rencontre – échange entre en ligne de mire avec la campagne En marche vers Kigali, lancée pour amplifier les efforts de communications et de plaidoyers pour la priorisation de la lutte contre les Maladies Tropicales Négligées et le paludisme en Afrique.

Centre de Santé de Bohicon 1 : un Médecin Généraliste pour pérenniser la dynamique

Pour la première fois de son histoire, l'un des meilleurs centre de Santé de Bohicon bénéficie d'un médecin. Il s'agit du centre de Santé de Bohicon 1.

Dans un pays où le nombre de médecins est largement insuffisant par rapport au nombre d'habitants, le gouvernement béninois s'est lancé le défi d'y remédier.

C'est ainsi qu'à travers les récentes décisions prises dans le secteur de la santé à savoir : le recrutement, les déploiements et les affectations, le gouvernement vient de mettre à la disposition de ce centre, un Médecin Généraliste en la personne du **Docteur Héléna S. FADEGNON**.

Objectif, aider la population cible du centre de Santé de Bohicon 1 et son personnel dans leur élan pour une meilleure qualité de soin.

Cet objectif ne sera atteint que grâce à l'habituel dynamisme du Medecin Coordonnateur, de la zone Sanitaire ZOBOZA, **Docteur Blaise GUEZO-MEVO**. Elle saura à coup sûr mettre les petits plats dans les grands pour le bonheur de la population de Bohicon 1.

Cette nouvelle sera sans doute, la bonne pour le COGECs présidé par le **Conseiller GUEDEZOUME Norbert**.